

obtenir justice dans une affaire. Ce député peut se lever à la Chambre et poser une question directement à la ministre de la Justice ou au premier ministre face à toute la presse nationale. Je crains que les droits des parlementaires ne cessent de diminuer.

Comme je l'ai dit, nous avons eu ce débat, et je regrette ce que le gouvernement vient de faire aux règles parlementaires.

Permettez-moi d'ajouter une observation sur l'échec de ce que j'ai appelé la politique économique de ce gouvernement. Nous nous apprêtons à conclure un accord de libre-échange avec le Mexique. Monsieur le Président, je vous demande si nous ne devrions pas examiner les résultats du premier Accord de libre-échange que nous avons signé avec les États-Unis avant de nous engager à l'élargir. Contrairement à la position que me semble adopter le Parti libéral, le NPD n'accepte pas l'hypothèse qu'un accord nord-américain de libre-échange soit inévitable.

Par suite de l'accord avec les Américains, nous avons perdu 226 000 emplois, les investissements ont diminué, il n'existe aucun programme d'adaptation pour les travailleurs et, le pire de tout, nous n'avons pas obtenu l'accès garanti au marché américain. Le premier ministre lui-même s'en est plaint, justement la semaine dernière, à propos du litige concernant le porc, car en fait les Américains ont eu raison de nous.

L'Accord de libre-échange ne marche pas. Les Américains prétendent qu'il leur suffit d'invoquer la disposition sur les mesures extraordinaires, qui a été incluse uniquement en prévision de circonstances exceptionnelles, comme des cas de corruption, entre autres. Or, les Américains semblent s'en servir aujourd'hui. Cette question est vraiment grave, et il ne faudrait pas se hâter de conclure un nouvel accord sans d'abord examiner l'ancien.

Nous nous inquiétons aussi des motifs véritables qui sous-tendent cet accord commercial. Je voudrais rappeler les propos du chef de l'opposition officielle du Mexique, Cuauhtémoc Cárdenas, qui, à mon avis, s'est fait raver la victoire par l'actuel président mexicain par suite d'élections malhonnêtes. Voici ce que M. Cardenas disait récemment à Vancouver, en Colombie-Britannique: «Leur programme de libéralisation des échanges est simple et précis. Le Mexique va offrir de la main-d'œuvre à bon marché en échange de capitaux étrangers,

lesquels vont contribuer à soutenir l'un des derniers régimes politiques autoritaires d'Amérique latine.»

Monsieur le Président, croyez-vous qu'on veut conclure cet accord de libre-échange pour améliorer le sort des travailleurs mexicains, comme nous l'a dit le premier ministre? Jamais de la vie. Les Américains veulent conclure cet accord avec le Mexique pour avoir accès à de la main-d'œuvre bon marché. Les salaires des travailleurs mexicains sont équivalents à 4 p. 100 environ de ceux des travailleurs canadiens. Les femmes sont exploitées dans les usines situées à la frontière américano-mexicaine. Les normes environnementales sont atroces, tout comme les normes concernant la santé et la sécurité.

On a déjà vu des sociétés comme General Motors du Canada et General Electric du Canada déménager, par suite de l'accord que nous avons conclu avec les Américains, dans la zone de libre-échange des maquiladoras située à la frontière mexicaine. Cela nous donne une idée de ce que nous réserve l'avenir. C'est pourquoi nous ne devrions pas conclure cet accord.

Nul n'est besoin d'être un brillant économiste pour s'en rendre compte. Voici le programme. Le PRI, parti gouvernemental mexicain, reste au pouvoir avec son administration corrompue et sa redistribution des richesses du bas vers le haut. Toutes les richesses appartiennent là-bas à une élite. Les Américains investissent leurs capitaux au Mexique, où les salaires sont faibles, dans la transformation de matières premières qu'ils obtiennent à vil prix du Canada. Voilà pourquoi nous assistons à la désindustrialisation du Canada. Ne concluons donc pas un tel accord. Ce sera un important point à l'ordre du jour au cours des mois qui viennent.

J'ai signalé aussi un autre exemple de mauvaise gestion économique, à savoir que les sociétés française et italienne, avec l'appui des gouvernements français et italien, sont sur le point d'acquiescer la société de Havilland. Trois mille emplois sont en jeu dans cette affaire. Risquent aussi d'être compromis la mise au point du Dash-7, que le Canada réussit si bien, et l'amélioration de la technologie de pointe dans le secteur aérospatial, qui est l'un de nos secteurs technologiques de pointe, l'un des secteurs technologiques les plus importants au monde.

Nous, Néo-démocrates, souhaitons la mise sur pied d'une industrie aérospatiale viable. Nous devons être réalistes ici. Je le reconnais. Nous ne voulons pas engloutir des millions de dollars dans une industrie qui ne serait pas viable. Il me semble que si des sociétés françaises et italiennes prennent le contrôle d'une entreprise canadienne avec l'aide de leurs gouvernements, le gouvernement canadien devrait au moins avoir une part dans la

Initiatives ministérielles